



Conseil économique et social

Distr. limitée
18 juin 2001
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante et unième session

11 juin-6 juillet 2001

Point 9 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarante et unième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Ayman **Elgammal** (Égypte)

Additif

Questions relatives au programme : Évaluation

[Point 4 b)]

Évaluation du sous-programme relatif au développement durable

1. À ses 2e et 4e séances, les 11 et 12 juin 2001, le Comité a examiné la note du Secrétaire général lui transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du sous-programme relatif au développement durable (E/AC.51/2001/2).

2. Le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a présenté le rapport. Des représentants du Secrétaire général ont répondu aux questions soulevées pendant l'examen du rapport.

Examen de la question

3. Le Comité a constaté que le rapport d'évaluation donnait une idée des réalisations auxquelles avait abouti le sous-programme relatif au développement durable, ainsi que des difficultés rencontrées dans son exécution.

4. On a fait observer que depuis 1992, date de l'adoption du programme Action 21, l'ONU avait pris des mesures importantes pour assurer l'efficacité des activités de suivi. Cependant, du fait de l'absence d'une interprétation commune de la notion de développement durable, il fallait qu'on s'attaque au problème à l'échelon interinstitutions, comme le prévoyaient les recommandations 2 a) et 2 b)

du rapport. En ce qui concerne la première de celles-ci et les résumés des principaux problèmes que posent aux gouvernements les questions prioritaires, on a estimé que la pauvreté et les schémas de consommation et de production devraient figurer parmi les grands sujets à débattre plutôt que d'être retenus comme seuls sujets du débat, et que les résumés devraient servir de point de départ pour les échanges.

5. On a souligné que l'établissement du rapport de pays était une charge pour les pays en développement. On s'est demandé quels étaient les avantages tirés de l'établissement de ce rapport, et quelles suites y étaient données. Certains se sont déclarés très favorables aux propositions contenues dans la recommandation 3, selon lesquelles les renseignements essentiels devraient être communiqués en temps voulu pour être dûment examinés par les organes intergouvernementaux, tout en réduisant la charge que représente pour les pays la communication d'information.

6. Le Comité a insisté sur la nécessité de veiller à ce que les perspectives régionale, sous-régionale et nationale soient prises en compte, chaque région ayant ses propres caractéristiques. On a estimé que l'action menée en faveur du développement durable dans chaque région contribuerait aux résultats obtenus à l'échelon mondial. On a dit qu'il conviendrait d'élargir le rôle des commissions régionales. Il a été avancé que le Département des affaires économiques et sociales devrait conduire des consultations plus larges avec tous les intervenants concernés et s'inspirer des directives existantes pour l'élaboration des stratégies de pays. Il a été recommandé d'encourager le suivi national des stratégies élaborées et exécutées à l'échelon national.

7. S'agissant de l'Équipe spéciale sur les stratégies de développement durable, qui est coordonnée par le PNUD, une question a été posée sur les progrès de ses travaux. Il a été dit que les indicateurs de la Commission du développement durable pourraient servir aux gouvernements à évaluer eux-mêmes leurs progrès en matière de développement durable, plutôt que de servir d'outil intersectoriel international permettant de comparer un pays à un autre.

8. Il était indispensable de l'avis de certains, d'assurer la convergence entre les différents cadres de pays, surtout lorsqu'on cherchait à rendre véritablement viables les stratégies de réduction de la pauvreté. D'aucuns ont estimé en particulier que les principes récemment convenus au Comité d'aide au développement de l'OCDE sur les stratégies de développement durable (indications pratiques pour la coopération au développement) offraient une bonne base de travail.

9. Certains ont trouvé préoccupantes les difficultés rencontrées pour financer les activités d'assistance technique exécutées par la Division du développement durable. En ce qui concerne le grave problème des ressources en eau, on a demandé si un financement était disponible pour des évaluations globales sur lesquelles fonder les plans stratégiques de gestion de l'eau. Il a été suggéré que la Division du développement durable revoie dans une perspective à long terme ses activités d'assistance technique, pour les concentrer dans les domaines où les besoins étaient les plus marqués, et où cette assistance pouvait être particulièrement utile.

10. D'aucuns ont estimé que l'évaluation était trop étroitement consacrée aux travaux de la Commission du développement durable, et qu'il aurait été utile en particulier d'apprécier comment la coordination assurée par la Division influait sur l'exécution des programmes des Nations Unies. On aurait pu développer divers as-

pects thématiques, par exemple la lutte contre la misère ou les progrès réalisés au regard des différentes conventions portant sur le développement durable.

Conclusions et recommandations

11. Le Comité a recommandé d'approuver les recommandations concluant l'évaluation approfondie.

12. Le Comité a recommandé au Département des affaires économiques et sociales de tenir des consultations plus larges avec tous les organes compétents et de tirer parti des directives existantes pour la poursuite des stratégies nationales.

13. Le Comité a souligné qu'il convenait d'encourager le contrôle national des stratégies dont la maîtrise d'oeuvre est assurée par des entités nationales.
